

Révolution à Londres : le premier Ministre veut moins d'étrangers !

écrit par Christine Tasin | 25 octobre 2016



On s'amusera de l'expression « crimes de haine » utilisée par le journaliste qui a pondu l'article ci-dessous... Encore sans doute quelques étrons et tranches de jambon sur le trottoir devant une mosquée qualifiés, n'ayons pas peur des grands mots, de crimes de haine. Rien que ça. On a droit à tous les poncifs, l'islamophobie, le reniement des Droits de l'homme et de l'égalité... Bah ! A l'Ouest rien de nouveau.

En tout cas, il se passe quelque chose en Grande Bretagne, merci à Antiislam d'avoir attiré notre attention sur Theresa May, qu'il a baptisée anti-Thatcher.

<http://resistancerepublicaine.com/2016/10/24/theresa-may-lanti-thatcher-une-revolution-a-venir/>

Mais ce n'est pas tout. Antiislam avait donné le lien de l'article ci-dessous dans son article mais comme je ne voudrais pas que nos lecteurs passent à côté, je le leur donne à nouveau ici.

Annoncer clairement que la Grande Bretagne va former davantage de médecins britanniques parce que les problèmes du système de santé viennent des médecins étrangers ? On en rêve.

Annoncer clairement que la Grande Bretagne accueille un trop grand nombre d'étudiants pas spécialement doués ni motivés ? On en rêve.

Annoncer clairement que les entreprises devront rendre compte

du nombre d'étrangers qu'elles emploient ? On en rêve.

Il est vrai qu'en ces temps de Traité de Lisbonne, de mondialisation et autres Tafta, développer à nouveau une économie nationale, il faut oser.

Merci le Brexit.

Bref, sortir de l'Europe pour retrouver son identité, ses travailleurs, ses concitoyens. Un avenir un peu plus rose que le nôtre s'ouvre de l'autre côté de la Manche, si l'immigration et l'islamisation peuvent encore être combattues... Et si Theresa May ne se contente pas de mettre dehors les étrangers européens pour mieux garder les musulmans.

On se rappellera qu'elle n'avait rien trouvé à redire à la charia :

<http://resistancerepublicaine.com/2016/07/12/theresa-may-futur-premier-ministre-anglais-anti-brexit-na-rien-a-redire-a-la-charia/>

<http://resistancerepublicaine.com/2016/07/13/le-futur-premier-ministre-theresa-may-est-contraint-de-justifier-sa-position-sur-la-charia/>

Est-ce que, voyant l'évolution de l'Europe et le succès des partis dits populistes, elle est en train de changer de logiciel ? On l'espère... Ce qui se passe actuellement en Europe et même dans le monde pourrait être un jeu de domino, Brexit, Trump, Hongrie, Marine Le Pen... sans oublier Wilders, Orbán et quelques autres. Si un peuple bouge, d'autres vont oser, vont jeter dehors tous ces européistes qui veulent notre disparition.

Le tournant xénophobe de Theresa May

Suite au Brexit, Westminster propose une politique profondément xénophobe. De la santé à l'éducation, il semble que le gouvernement conservateur présente les étrangers comme le principal problème de société . C'est donc aujourd'hui que les conséquences du Brexit apparaissent réellement : la société britannique, et non plus seulement l'économie, s'embarque dans une vaste et dangereuse transformation.

Selon Theresa May, première ministre du Royaume-Uni, le vote pro-Brexit n'aurait rien de xénophobe, bien que la forte augmentation des crimes de haine permette d'en

douter : une hausse de 54 % de ces actes haineux a été enregistrée dans la semaine suivant le référendum.

Devant le congrès des conservateurs à Birmingham, mardi 4 septembre, sa nouvelle ministre de l'intérieur, Amber Rudd, a été ovationnée suite à sa proposition : **les entreprises britanniques devront désormais compiler et rendre publique la proportion d'étrangers parmi leurs salariés. Quant aux étudiants étrangers, Mme May les considère trop nombreux** : elle a annoncé des restrictions en critiquant le fait que les étudiants étrangers soient aujourd'hui accueillis « indépendamment de leurs talents et de la qualité de leur université », se demandant si « cette offre généreuse contribue vraiment à notre économie ».

De plus, si l'on en croit la première ministre britannique, **les problèmes de la NHS, le système de santé publique, sont liés aux médecins étrangers et non à son sous-financement.** Theresa May a également laissé entendre que, **après 2025, les médecins étrangers devraient quitter le pays afin que les médecins britanniques puissent prendre leur place.** Elle a dû se rétracter l'après-midi même pour préciser qu'elle voulait simplement former plus de médecins britanniques et non mettre les médecins étrangers au chômage. Mais dans ce cas, comme on dit en anglais, « it's the thought that counts. »

La science politique a prouvé que la manière de construire un problème social impose les solutions qui semblent raisonnables. Ainsi si le gouvernement de Mme May est convaincu que les problèmes du Royaume-Uni sont dus aux étrangers, la politique publique xénophobe apparaît comme la seule solution convenable.

La logique, comme toujours avec la xénophobie, n'est pas une priorité : Theresa May affirme qu'il faut réduire le nombre d'étudiants étrangers parce qu'ils ne contribuent pas à l'économie britannique et cela peu importe que ce ne soit absolument pas l'idée centrale de l'échange Erasmus. Elle ajoute qu'elle souhaite moins de médecins étrangers dans le NHS, même si eux contribuent de toute évidence à l'économie. Il est donc flagrant que la motivation du gouvernement britannique ne réside pas dans l'économie, mais dans la xénophobie. **Les étrangers (européens ou non-européens), qu'ils soient « rentables » économiquement ou non, sont présentés comme le problème principal du Royaume-Uni.**

Ainsi c'est seulement maintenant que le Brexit apparaît sous son vrai jour. Les crimes xénophobes, « hate crimes », sont répugnants et dangereux. La politique

publique xénophobe, nous pourrions dire « hate polices », est bien pire. L'Etat, avec son monopole de la violence légitime, est infiniment plus puissant qu'un criminel : les crimes de haine sont ponctuels ; l'Etat peut agir de manière systématique. Contre les crimes de haine, nous pouvons généralement faire appel à la police ; contre l'Etat, nous pouvons faire appel au pouvoir législatif ou au pouvoir judiciaire.

Concernant le premier, l'opposition du parti travailliste (Labour Party) ne prend pas le sujet du Brexit très au sérieux : en effet, beaucoup de votes pro-Brexit venaient des partisans socio-démocrates. Il est donc peu probable qu'il y ait une opposition effective pour rendre plus supportable les plans de la première ministre.

Concernant le second, le Royaume-Uni n'a pas de constitution écrite, et Theresa May a déjà signalé qu'elle voulait s'éloigner de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH). Par conséquent, une résistance efficace semble être pour le moment une lointaine possibilité.

Que ce soit avant ou après le vote du Brexit, au Royaume-Uni et ailleurs, de nombreuses voix ont été entendues pour dire que rien n'allait changer ou, en tout cas, rien d'important. Après le Brexit, le Royaume-Uni serait le même qu'avant, avec simplement moins d'ampoules à économie d'énergie « imposées » par Bruxelles.

Désormais, il est évident que cette constatation est fautive : le Royaume-Uni est en train de se transformer profondément. Cette transformation n'aura pas lieu dans le champ économique, il est donc curieux que la question principale autour du référendum ait porté sur les conséquences économiques d'un Brexit tant à Bruxelles qu'à Londres. Cette transformation aura lieu dans la société : le Royaume-Uni, tant par la politique publique de Theresa May et son gouvernement que par la faible résistance de l'opposition et de la société civile, pourrait devenir un Etat xénophobe s'il continue sur cette voie.

Dans les prochaines années, le Royaume-Uni va nous en apporter la preuve : quitter l'Union Européenne, c'est plus que quitter une zone économique ; c'est quitter l'idée de qui nous sommes, comme êtres humains, tous égaux.

<http://www.taurillon.org/le-tournant-xenophobe-de-theresa-may>